



Promesses trahies ! Arrestations en préfecture !

La mobilisation est plus que jamais nécessaire !

## **RASSEMBLEMENT MERCREDI 5 JUILLET À 17h DEVANT LA PRÉFECTURE**

Nous avons sollicité une audience auprès des services de la préfecture **le mercredi 5 juillet à 17h** afin de reprendre avec eux le dossier des **20 personnes** que nous accompagnons et qui demeurent sous le coup d'une procédure "Dublin" (expulsion vers un autre pays de l'UE) :

- Parmi elles, **des personnes venues du Soudan** dont il est acquis qu'elles n'ont pas été et ne seront pas prises en charge par l'Italie, qui les renverra sans tarder au Soudan en vertu des accords conclus avec ce pays, comme dénoncé par Amnesty International.

- Parmi elles, **des personnes venues d'Afghanistan**. Alors qu'au lendemain de l'attentat du 31 mai dernier à Kaboul, le plus meurtrier depuis 2001, l'Allemagne avait choisi depuis le 1<sup>er</sup> juin de suspendre les expulsions de migrants vers l'Afghanistan, il semblerait que celles-ci reprennent. Nous sommes donc atterrés que l'administration française feigne d'ignorer la situation chaotique qui règne en Afghanistan, poursuivant les renvois Dublin des ressortissants afghans, voire même les expulsions directes vers l'Afghanistan selon le communiqué de la Cimade du 8 juin dernier.

**Le Défenseur des droits** a déposé un rapport le 14 juin dernier qui confirme les atteintes aux droits fondamentaux d'une exceptionnelle et inédite gravité pratiquées à Calais, dénoncées depuis des semaines par les associatifs : il exhorte les pouvoirs publics à ne pas s'obstiner dans ce qui s'apparente à **un déni d'existence des exilés** qui, présents sur notre territoire, doivent être traités dignement, conformément au droit et aux engagements internationaux qui lient la France.

**Il apparait qu'ici aussi, à Montpellier, l'on veuille faire fi des engagements de l'Etat Français pris face aux Afghans de Grande Synthe**, selon lesquels ils seraient relocalisés en CAO de province mais placés sous la protection de l'Etat et ne seraient pas reconduits aux frontières : des ressortissants afghans accueillis à Montpellier ont pourtant été placés en procédure Dublin. Ils sont désespérés de ce qu'ils vivent légitimement comme une trahison et ne se résolvent pas à repartir sur les chemins de leur errance passée.

Nous sommes également très inquiets des dernières évolutions que nous percevons dans notre département avec **les arrestations en préfecture**. Ce mardi 27, Souleymane B., soutenu par notre Collectif, a été arrêté au guichet de la préfecture, comme tant d'autres, alors qu'il allait chercher une décision de réadmission en Italie. Il est actuellement enfermé au CRA de Nîmes.

**A l'heure où la période électorale est maintenant achevée, le nouveau Président de la République a déclaré, lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil européen à Bruxelles le 23 juin dernier, "Nous devons accueillir des réfugiés car c'est notre tradition et notre honneur. (...) Nous devons ainsi faire preuve de solidarité quand un de nos voisins fait face à des arrivées massives de réfugiés ou de migrants". Dont acte !**